

"La tentation national-communiste"

Remous à " Libération "

LE MONDE | 30.06.1993

Dans son édition du mardi 29 juin, *Libération* publie, sur deux pages, plusieurs articles consacrés aux connivences entre des intellectuels communistes et d'extrême droite récemment mises au jour (*le Monde* du 26 juin). Notre confrère fait état de " remous " au sein même de sa rédaction. En effet, un des ses collaborateurs, Jean-Paul Cruse, avait rédigé en mai, dans l'organe qui sert de passerelle à ces deux extrêmes, l'*Idiot international*, un article intitulé " Vers un front national ". Il y préconisait, notamment, " une politique autoritaire de redressement du pays ", en appelant à une " alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurassienne ". Il y dénonçait également le " sionisme international ".

Libération indique que la publication de cet article de M. Cruse, délégué syndical SNJ-CGT, a provoqué une " vive émotion " dans le journal. Il a suscité, selon notre confrère, des " réactions de refus de cette idéologie ", tant des syndicats de l'entreprise (hormis la CGT) que du bureau de la société des rédacteurs et du conseil de surveillance, dont M. Cruse est membre. Le quotidien précise que ce " désaccord " s'est aussi manifesté " par voie de pétition réunissant une cinquantaine de signataires et par la démission de quatre membres du comité d'entreprise ".

Bénéficiant de peu de publicité interne, une pétition lancée le 11 mai par un secrétaire de rédaction du service étranger avait recueilli quarante-six signatures parmi les quatre cents salariés de l'entreprise. Le texte demandait aux membres des deux instances dont M. Cruse est membre de " démissionner collectivement, afin de provoquer au plus tôt de nouvelles élections ". Par ailleurs, une explication orageuse a opposé Serge July, directeur de *Libération*, au journaliste incriminé. Ce dernier a diffusé, dans la rédaction du quotidien, un texte extrêmement long, en neuf points, intitulé " J'ai peut-être eu tort ", qui, sur le fond, ne remet pas en cause son article dans *l'Idiot international*. " Déclaration de principes "

La direction de *Libération* indique que la " proclamation en faveur d'un régime autoritaire et nationaliste " de la part de M. Cruse est en " contradiction formelle " avec une " déclaration de principes " de 1987 fixant les valeurs auxquelles se réfère le journal. La direction a proposé au journaliste de négocier son départ, ce que ce dernier a refusé. Il lui a été signifié qu' " il n'aurait accès à aucun poste de responsabilité ". Pour sa part, le comité national du SNJ-CGT fixera sa position à l'égard de M. Cruse en septembre.